



La Fondation Mo Ibrahim publie le rapport du Forum Ibrahim 2024 Les besoins financiers de l'Afrique : où sont les ressources ?

—

Télécharger le Rapport du Forum 2024

19 juin 2024 - Le nouveau rapport de la Fondation Mo Ibrahim, "Les besoins financiers de l'Afrique : où sont les ressources ?" offre une analyse complète des besoins financiers nécessaires pour atteindre tant les objectifs de développement que les objectifs climatiques s'agissant de l'Afrique, ainsi que des ressources actuellement disponibles pour y répondre. Le rapport met en évidence le fait qu'en réalité les ressources existent, mais ne sont pas mises en œuvre ou à profit de façon adéquate en particulier s'agissant des ressources domestiques.

Selon Mo Ibrahim, fondateur et président de la fondation éponyme :

« Il est urgent de changer radicalement de paradigme. Il ne s'agit ni pour l'Afrique de tendre encore la sébile, ni pour ses partenaires de considérer quel montant supplémentaire ils pourraient encore mettre sur la table. Le vrai sujet n'est pas « encore plus de moyens », mais simplement des moyens mieux adaptés. Car en réalité, comme ce rapport le souligne, les ressources sont là. Mais le système qui perdure et prévaut actuellement ne permet pas leur utilisation optimale. Il faut réformer drastiquement le système de financement international, actualiser les mécanismes de restructuration de la dette, les modèles d'évaluation du risque africain, ainsi que les conditionnalités de l'aide. Mais surtout, notre continent doit cesser de dilapider ses propres actifs et en assumer la propriété et la responsabilité, bref, mettre en place les conditions de gouvernance de nature à garantir leur exploitation optimale au bénéfice d'un développement durable et équitable. »

Le rapport présente pour commencer les différents chiffrages des besoins existants, tant en matière de développement que de climat, s'agissant du continent africain. Multiples, souvent divergents en fonction des sources, constamment réactualisés, tous s'accordent au moins sur une conclusion commune : des objectifs loin d'être atteints, et des besoins vertigineux. En outre, quel que soient les chiffrages, il est essentiel de garantir que le financement des objectifs climatiques ne se fasse pas aux dépens des objectifs de développement, contraignant alors les pays africains à choisir entre le développement de leurs propres concitoyens et la préservation de la planète.

Le rapport examine ensuite les apports financiers provenant des partenaires du continent. L'Aide Publique au Développement (APD) représente près de 10 % des ressources financières du continent. Mais l'APD des bailleurs traditionnels reste concentrée sur la santé et l'éducation, et largement conditionnelle. Parallèlement, l'engagement des pays non-membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) augmente régulièrement, et colle davantage à la demande. Le recours à la dette ne résout rien, au contraire, dès lors que l'encours comme le service de la dette ont triplé depuis 2009, et que la complexité croissante de sa structure rend inopérants les mécanismes de traitement classiques. Également handicapants sont l'évaluation du risque africain, les surcharges spécifiques du FMI et l'existence de « fonds dormants » de l'aide.

Mais surtout, les ressources domestiques de l'Afrique doivent être mises à profit. Conséquentes, elles sont de nature, selon l'Union africaine, à fournir entre 75 % et 90 % en moyenne des besoins financiers

nécessaires pour mettre en œuvre l'Agenda 2063. Néanmoins, la majorité de ces ressources restent au mieux virtuelles, au pire, utilisées à mauvais escient. Assécher la fuite des flux financiers illicites de capitaux pourrait augmenter les ressources de 100 milliards de dollars (perte annuelle en moyenne), soit un montant supérieur à l'APD reçue (81 milliards de dollars) ou aux transferts de fonds individuels vers le continent (97 milliards de dollars). Augmenter le taux moyen de recettes fiscales/PIB, actuellement de 15,6 % en Afrique, soit la moitié de la moyenne de l'OCDE, est une piste évidente. Ainsi, les incitations fiscales ont représenté un manque à gagner de 46 milliards de dollars d'impôts sur les sociétés en 2019, soit plus de la moitié de l'APD reçue. Investis sur leur propre continent, les transferts de salaires, les fonds souverains, les fonds de pension et les fortunes individuelles représenteraient à l'évidence une source de financement essentielle. Enfin la monétisation des actifs verts conséquents du continent- biodiversité, minéraux critiques, puits de séquestration carbone -, peuvent générer des revenus importants, à condition que la bonne gouvernance et l'allocation des ressources au bénéfice des populations soient garanties.

Le présent rapport est issu du Forum Ibrahim, partie intégrante du Ibrahim Governance Week End (IGW), qui se déroule chaque année dans un pays africain différent. Prévû à Lagos fin avril 2024, l'IGW 2024 a été annulé, mais les contributions des orateurs et panélistes programmés ont été intégrées dans le rapport final.

La liste des contributeurs comprend **Akinwumi Adesina**, président du groupe de la Banque africaine de développement ; **Masood Ahmed**, président du Center for Global Development (CGD) ; **Ajay Banga**, président du groupe de la Banque mondiale ; **Nardos Bekele-Thomas**, directeur général de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) ; **Abdoul Salam Bello**, directeur exécutif du groupe Afrique II de la Banque mondiale ; **Jin-Yong Cai**, partner, Global Infrastructure Partners, ancien PDG, International Financial Corporation (IFC) ; **Marie Diron**, directrice générale du Sovereign Risk Group, Moody's ; **Koen Doens**, directeur général, DG Partenariats internationaux (DG INTPA), Commission européenne ; **Amadou Hott**, envoyé spécial du président de la BAD pour l'Alliance pour les infrastructures vertes en Afrique, ancien ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal ; **S. Exc. Moussa Faki Mahamat**, président de la Commission de l'Union africaine ; **Mark Malloch-Brown**, conseiller externe du directeur général du Fonds Monétaire International et du président de la Banque mondiale sur l'avenir de leurs institutions ; **S.E. Charles Michel**, président du Conseil européen ; **S.E. Amina J. Mohammed**, vice-secrétaire générale des Nations unies ; **Tarek Mouganie**, fondateur et directeur général du groupe Affinity Africa ; **S. Albert M. Muchanga**, commissaire au commerce et à l'industrie, Commission de l'Union africaine ; **S.E. Louise Mushikiwabo**, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie ; **David Ndi**, président du Conseil des conseillers économiques du président kenyan ; **Arkebe Oqubay**, ministre principal et conseiller spécial du Premier ministre éthiopien ; **Rémy Rioux**, directeur général de l'Agence française de développement ; **Pascal Saint-Amans**, coprésident du groupe de travail de l'AEF sur les FFI et conseiller du Groupe de travail sur la fiscalité internationale ; **Vera Songwe**, fondatrice et présidente de la Liquidity and Sustainability Facility (LSF), ancienne secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA), ainsi que plusieurs membres du conseil de la Fondation Mo Ibrahim et du Now Generation Network (NGN).

[Télécharger les principaux messages](#)

Contact

Pour plus d'informations ou pour demander une interview, merci de contacter :

- mifmedia@portland-communications.com, +44 7796 451915

Vous pouvez suivre la Fondation Mo Ibrahim sur :

- Site internet : mo.ibrahim.foundation
- X: [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
- Facebook: <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- YouTube: <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram: <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
- LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/moibrahimfoundation>

A propos de la Fondation Mo Ibrahim

Créée en 2006, La Fondation Mo Ibrahim a pour objectif de renforcer la voix de l'Afrique face aux défis mondiaux. La Fondation fournit des données et des analyses sur les défis du continent, réunit les parties prenantes pour des échanges et soutient des initiatives visant à améliorer le leadership et la gouvernance en Afrique.